

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE
75014 PARIS - FRANCE
TÉL. 325-36-74
C. C. P. 1248-74 PARIS

Découvert récemment en Equateur, le pétrole est en passe de modifier rapidement et profondément l'économie du pays, en raison de l'importance des gisements et du renchérissement récent du prix des hydrocarbures. L'Equateur est membre de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole - OPEP.
(Note DIAL 13/01/75)

Les découvertes pétrolières équatoriennes dans la région de "l'Oriente" en mars 1967, le développement de l'exploitation de ces nouvelles ressources, la construction du premier pipeline à travers les Andes, le début des exportations de pétrole en août 1972 sont autant de facteurs qui ont modifié l'évolution économique du pays de façon fondamentale. Les recettes provenant de l'activité pétrolière ont eu pour effet d'une part de rééquilibrer le budget de l'Etat et d'autre part de réduire le déficit de la balance des paiements de manière spectaculaire. Grâce au pétrole, qui représente la grande chance du pays, celui-ci est entré dans une nouvelle ère de développement et vit aujourd'hui à l'heure du pétrole.

La participation du secteur au Produit Intérieur Brut s'est élevée de 1,7% en 1971, à 4,2% en 1972; et les chiffres provisoires pour 1973 font état de 8%. Le pays n'ayant pas encore tiré de ses ressources tous les bénéfices qu'il peut en attendre, on peut espérer voir cette participation croître sensiblement dans les prochaines années.

Il est difficile d'évaluer très exactement les réserves pétrolières. Selon certains, le volume probable serait de l'ordre de 1 milliard de barils; mais d'autres, plus optimistes, chiffrent les réserves à plus du double, tenant compte du fait que 116 sur 141 puits forés dans la région amazonienne depuis 1967 l'ont été avec succès et que l'exploitation de la région n'est pas encore terminée. Toutes ces estimations ne sont qu'approximatives, c'est la raison pour laquelle le Gouvernement a fait appel à une société américaine pour effectuer une étude complète des possibilités pétrolières équatoriennes, et avoir ainsi une image plus réaliste.

Dans la région de la "Costa", la superficie sous concession est de 68.211 hectares; la majeure partie se trouve dans la province de Guayas et le reste dans la province de Manabi. Les concessions ont été accordées à six petites compagnies. Par contre, dans la région de l'Oriente, ce sont 6,6 millions d'hectares qui font l'objet de concessions; 1,1 million d'hectares sont contrôlés par le consortium Texaco-Gulf, le seul producteur important du pays; le reste a été concédé à un grand nombre de compagnies étrangères. Sur le total des puits forés, 112 l'ont été sur la concession de la Texaco (6 seulement étaient secs), 7 sur la concession de 2,4 millions d'hectares d'un consortium regroupant Anglo Ecuadorian Oilfields, Superior Oil Co et Union of California (dont 5 puits improductifs), 6 sur la concession de 437.500 hectares de Minas y Petroleos contrôlé par World Ventures Inc. (dont 4 puits improductifs),

2 sur la concession de 332.000 hectares de Grace Oil and Minerals Inc. (dont 1 puits sec), 2 aussi sur la concession de 400.000 hectares de O.K.L. Corporation en association avec le Gouvernement équatorien (dont 1 puits sec), enfin 5 (dont 3 puits improductifs) sur la concession de 335.000 hectares de la Cayman Corporation.

D'une façon générale, les conditions d'exploration et d'exploitation ont été et sont encore difficiles dans la région orientale du fait du relief très accidenté et de la présence de la forêt amazonienne très dense. La plupart des équipements doivent être apportés par la voie des airs et il a fallu construire un aéroport; aujourd'hui, des routes sont en construction pour connecter les zones d'exploration et le reste du pays; un pipeline a dû aussi être construit pour acheminer le pétrole vers les centres de raffinage et de distribution; il relie Lago Agrio au port d'Esmeraldas, sur la côte pacifique, à travers les Andes sur une longueur de 532 kilomètres (1). La construction et l'implantation des infrastructures indispensables sont fort coûteuses. Les dépenses s'élevaient à 543 millions de dollars en 1980 pour le seul consortium Texaco-Gulf.

La production équatorienne est passée d'une moyenne de 3.400 barils/jour en 1971 à 76.700 en 1972 et 215.000 en 1973; pour les six premiers mois de 1974, elle serait de 250.000 barils/jour (2). Au total, 200.000 tonnes de pétrole brut ont été produites en 1971, plus de 3 millions en 1972, 10,3 millions en 1973 et le chiffre de production pour 1974 serait supérieur à 12 millions de tonnes, selon les premières estimations; cela représente une augmentation de 340% entre 1972 et 1973 et de 116% entre 1973 et 1974.

Du point de vue de la réglementation, depuis la Loi Minière de février 1937 très libérale, d'importantes modifications ont eu lieu. La première importante intervint en 1969; le Gouvernement, dans le cadre de "contrats d'association", ouvre la région orientale à toutes concessions mais réduit les superficies concédées et augmente les redevances des sociétés en pétrole brut de 6% à 11%, ainsi que les charges de loyer jadis superficielles.

En septembre 1971, un nouveau changement a lieu: la nouvelle loi pétrolière abolit toutes les concessions et introduit des accords contractuels. Désormais, les gisements pétroliers sont la propriété de l'Etat; l'exploration et l'exploitation sont confiées à la C.E.P.E. (Corporación Estatal de Petróleo Ecuatoriano créée à cette occasion) soit pour son propre compte soit par l'intermédiaire de contrats d'association ou de prestations de service. La durée des concessions sous contrat pour les sociétés entrant en Equateur, qui ne doivent pas couvrir plus de 200.000 hectares, est fixée à 20 ans, avec possibilité d'extension à 30 ans, à l'exclusion de 5 années de recherches. Par ailleurs, les contractants ne peuvent conserver plus de 40% de la superficie concédée (50% si celle-ci est inférieure ou égale à 50.000 hectares). Les redevances en pétrole sont majorées: 12,5% pour une production de 30.000 barils/jour et 14% pour une production de 30.000 à 60.000 barils/jour. Enfin, les loyers de surface sont aussi augmentés. Pour la période de recherche, ils s'élevaient à 50 sucres par hectare, outre 10 sucres par hectare et par an et un versement annuel forfaitaire de 200.000 sucres pour l'utilisation de l'eau et des matériaux de construction naturels sur les

(1) Le pipeline part de 250 m d'altitude (Lago Agrio) et monte à 3.500 m avant de redescendre vers la mer (Note DIAL)

(2) A titre de comparaison, le Venezuela a produit 1,18 milliard de barils en 1972 (Note DIAL)

zones de contrat; pour la période d'exploitation, les paiements exigés passent à 250 sucres par hectare, plus 50 sucres par hectare et par an pendant cinq ans (100 par la suite) et 500.000 sucres pour l'eau et les matériaux. Avec le changement de Gouvernement (3), un nouveau décret sur les hydrocarbures paraît le 6 juin 1972 (décret n° 430); celui-ci implique d'une part, que toutes les sociétés opérant en Equateur sont soumises à la loi de septembre 1971 (ce qui entraîne une complète révision de contrats anciennement conclus), et d'autre part, que ces mêmes sociétés doivent abandonner dans les douze mois 60% de la superficie en concession.

Un mois plus tard, le 29 juillet 1972 (décret n° 707), une surcharge de 15% sur la valeur F.O.B. des exportations de pétrole brut est exigée et de nouveaux prix de référence fiscale fixés. Ces derniers varient en fonction de la densité, de 2,26 dollars le baril de pétrole brut à 20° à 2,71 dollars le baril de pétrole brut à 35°, c'est-à-dire une augmentation de 3 cents par baril, par degré. La densité moyenne du pétrole équatorien étant de 28°, le prix de référence s'établit à 2,50 dollars le baril. A cela, il faut ajouter que ces prix sont augmentés de 0,10 dollar par baril, pour le pétrole brut contenant moins de 0,5% de soufre (mais ces prix sont diminués d'autant pour le pétrole brut contenant plus de 1,5% de soufre). Pour la seule année 1973, le prix de référence fiscale pour les exportations de pétrole brut est passé successivement en janvier à 2,60 dollars, en avril à 2,90, en mai à 3,20, en juin à 3,60 et en octobre à 5,25 dollars soit une augmentation de 200% en neuf mois.

En janvier 1974, le prix s'établissait à 13,70 dollars le baril, soit un accroissement total de 540% entre le prix de août 1972 et celui de janvier 1974.

Cette formidable hausse des prix et l'augmentation de la production expliquent la soudaine et extraordinaire découverte du potentiel de richesse du pays. Le Gouvernement encaisse plus de deux millions de dollars par jour pour une production moyenne de 215 à 220.000 barils par jour.

Les recettes de l'Etat viennent en effet des droits de superficies, de royalties dont le montant s'élève à 16% de la production brute, de l'impôt de 15% à l'exportation sur la base du prix de référence fiscale, du prélèvement de 15% sur les bénéfices (participation destinée aux travailleurs), et de l'impôt sur les bénéfices au taux de 44% (diminué de la participation des travailleurs). Des 531 millions de sucres perçus par l'Etat en 1972, 59,2% viennent des impôts, 39,4% des royalties et 1,4% des taxes. Pour 1973, les revenus auraient doublé.

Toutefois, les revenus de la production pétrolière équatorienne sont tout d'abord limités à la capacité du pipeline transéquatorien de 250.000 barils/jour - atteinte en 1973 -; ce pipeline a été conçu par la Texaco-Gulf pour avoir une capacité de 400.000 barils/jour et le groupe pense pouvoir arriver à cette capacité en 1976. D'ores et déjà, ce même groupe envisage très sérieusement le problème de la construction d'un second oléoduc, pour son propre compte; celui-ci relierait la région d'Auca à Lago Agrio. D'autre part, une des autres entreprises impliquées dans l'exploitation du pétrole dans la jungle amazonienne, la Cayman Oil se pose aussi le problème de la construction d'un pipeline pour son propre

(3) L'armée renverse le président Ibarra le 16 février 1972 et le général Lara devient le président de la République
(Note DIAL)

usage; jusqu'à présent, elle a utilisé le pipeline transéquatorien de la Texaco, après la décision du Gouvernement d'imposer une réduction de la production (en mai 1974) à un rythme moyen de 210.000 barils/jour. La Cayman Oil a annoncé, par ailleurs, au début de 1974 un projet de construction d'une conduite de 50 miles de long et d'un coût de 15 millions de dollars pour relier ses gisements amazoniens au pipeline transéquatorien. En deuxième lieu, les exigences gouvernementales quant aux charges de surface, aux impôts et taxes additionnelles et l'incertitude dans laquelle se trouvent les sociétés quant aux règlements fondamentaux de leurs activités en Equateur (qui ont fait l'objet comme nous l'avons vu de modifications fréquentes et imprévisibles souvent, au cours des deux dernières années) sont autant de facteurs qui peuvent être la cause d'une limitation de la production. Déjà trois compagnies se sont retirées totalement et sept ont abandonné environ 70% de leurs zones de concession, ne pouvant faire face aux exigences gouvernementales et aux coûts de production élevés dans la région de l'Oriente.

Enfin, la production connaît certaines limites du fait de l'absence de techniciens et d'une réelle organisation des rapports gouvernement/industrie pétrolière; la réalisation de certains projets et la poursuite des travaux de prospection s'en sont trouvés retardés et les revenus des ressources pétrolières limités pour un certain temps.

Malgré tout, la politique pétrolière de l'Equateur visant à donner au pays un puissant contrôle sur ses richesses naturelles, renforcée par l'appui des autres membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole, O.P.E.P., a redonné au Gouvernement une plus grande confiance dans ses actes; et certains observateurs prédisent que "tout cela conduira à une plus grande stabilité et à une plus grande continuité dans la politique pétrolière équatorienne".

L'Equateur possède aussi d'importantes ressources de gaz naturel qui est, à 98,5% environ du méthane. L'Ada Oil Company, qui a effectué les forages dans le Golfe de Guayaquil jusqu'en 1972, a estimé la zone productive à 3.000, 3.200 hectares et les réserves à 4.000 milliards de pieds cubes. Pour traiter ce gaz, la construction d'une usine de liquéfaction dans la province d'Oro a été envisagée; l'Ada a déjà investi 180 millions de dollars; l'usine ne sera opérationnelle que vers 1975-1976 et exportera le gaz vers la côte est des Etats-Unis.

(Diffusion DIAL - Reproduit de "Etudes Economiques", Banque Française et Italienne pour l'Amérique du Sud, n° 5, 1974, octobre-novembre: "L'économie de la République Equatorienne", p. 11 à 15)